

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 5 au 18 mai 2014 – n°149

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

L'EUROPE AUSTÉRITAIRE, ON N'EN VEUT PAS !

DERNIÈRE MINUTE

Mardi 29 avril, de nombreux parlementaires de gauche se sont opposés à la cure d'austérité du plan Valls. **Bien sûr les députés du Front de Gauche ont voté contre. Plus de 50 voix d'élus PS et verts ont aussi manqué au gouvernement. C'est historique.** Jamais sous la V^e République une majorité n'avait connu une défection aussi massive. Le texte passe grâce à l'abstention d'élus de droite. C'est logique : **aucun député de gauche n'a été élu pour mener cette politique austéritaire, bien au contraire !** François Hollande désoriente ses propres amis en répondant à leur déroute électorale par une politique qui va toujours plus dans le sens du MEDEF et de la droite. **Tous les élus de gauche devraient s'opposer à ce reniement. Nous les appelons à tenir bon et à résister à l'austérité.**

L'Union européenne s'acharne à imposer des politiques d'austérité qui échouent dans toute l'Europe. Prenons la Grèce : malgré son annulation partielle, la dette a augmenté à la suite de tous les plans de sauvetage qu'a subi ce pays. En Allemagne, les inégalités sociales et la pauvreté explosent. Pour les libéraux, ces échecs flagrants ne sont pas un problème. La crise n'est pour eux qu'un prétexte pour imposer leurs politiques : démanteler les services publics, casser le droit social et environnemental, augmenter les profits pour les actionnaires.

Au nom de la crise et de ses «engagements européens», Hollande reprend désormais les propositions du MEDEF. Les Français ont congédié Sarkozy, mais ils subissent la même politique. L'austérité n'est donc pas seulement un échec économique, social et écologique : c'est une remise en cause de la démocratie.

Voilà maintenant que l'austérité européenne menace aussi Alstom, victime de la baisse des investissements publics, du crédit bancaire rare et cher, de l'euro surévalué. Pendant que le gouvernement distribue des milliards sans contrepartie au patronat, les actionnaires se préparent à céder un maillon stratégique de notre industrie, empêchant la constitution d'un pôle public de l'énergie !

Le 25 mai, jour des élections européennes, comme des millions de citoyens de tout le continent, nous utiliserons notre bulletin de vote en votant Front de Gauche pour sanctionner cette austérité injuste et inutile.

SOMMAIRE

P1 **Édito** - Sommaire

P2 **Agenda** ; Marie-Christine Vergiat, 2e députée française la plus active ; Humanité Dimanche du 30 avril

P3 **Nos candidats aux européennes**

P4 Manuel Valls est passé sur l'autre rive en assumant une politique de droite ; Chiffres du chômage : Rompre avec cette politique qui conduit le pays dans le mur ; Alstom : l'indépendance industrielle plutôt que le choix entre la peste et le choléra

P5 Il y a urgence à maîtriser dès maintenant nos émissions de Gaz à effet de serre ; Carmaux/Hollande : Comment parler de Jaurès quand on fait la politique de Gattaz ?

P6 La libération de Marwan Barghouti constituerait la preuve de la volonté des Israéliens d'ouvrir enfin la voie à la paix ; Article du Progrès de Lyon : ignoble et ouvertement discriminatoire ; Pêche : A Concarneau, pas de requins ; Erdogan/ Génocide : Le progrès eut été de reconnaître le crime de génocide ; Après la réunion de Genève : Aux Ukrainiens de décider

P7 Égypte : le choix de la répression ; Le Front de gauche dénonce les méfaits de l'Europe ultralibérale sur les conditions de vie des femmes ; Révolution d'avril : Pierre Laurent réaffirme la solidarité du PCF avec le peuple portugais

P8 Face au pacte de responsabilité, les jeunes doivent construire l'alternative à l'austérité ; Élection en Algérie : on connaît déjà le triste vainqueur !

P9 Nous ne laisserons jamais Mumia seul ; Nordine Idir : Sauvegarder et développer l'industrie en France c'est faire le pari de la jeunesse

P10 **Non à l'Europe forteresse !**

P11 Le Gouvernement contre les ingénieurs ! ; L'Université Blaise-Pascal en danger ! ; Grève étudiante au Luxembourg
P12-13 **Contre l'Europe du grand capital, du Medef, des multinationales, construisons l'alternative ici et maintenant**

P14-15 **Programme électoral du Parti Communiste Luxembourgeois (PCL/KPL) pour l'élection du Parlement européen du 25 mai 2014**

P16 Le salaire minimum au Venezuela dépasse celui de l'Espagne ; Arrêtez la guerre en Ukraine ! ; à voir sur l'Internet ; pétitions en ligne ; Aidons l'Huma !

LE 25 MAI,

Je vote

FRONT
DE GAUCHE

Agenda

Lundi 5 mai 17H30 manif devant la C2A 52, rue des Îles
Annecy en Solidarité pour les Roms expulsés

19H salle de la Résistance, Annecy réunion publique sur le
thème : Contre l'Europe du grand capital, du Medef, des
multinationales, Construisons l'alternative ici et maintenant

20H Mairie de Sciez, salle des Oiseaux, Rencontre-débat
avec Marie-Christine VERGIAT, notre députée
européenne sortante Tête de liste Front de gauche pour
la circonscription Sud-Est

Mardi 6 mai 18h30 A.G. quai de Chavoire salle de réunion de
l'école de Veyrier

19H réunion Amis de la Terre

de 18h30 à 20h au Café des « Négociants » 168, rue Pertuiset à
Bonneville : Café-Débat : « Manger, ne pas manger, manger quoi ?
Qui croire, quel chemin suivre ? » animé par Christine Chatrousse
SAUVIGNON

Mercredi 7 mai 19H Repaire là-bas si j'y suis au Dersim Meythet
sur les élections européennes

20h Alterlocal Le Dernier voyage de Tanya (Film Russe 1h18min)

Judi 8 mai 11H cérémonie du 8 mai place du 8 mai Cran-Gevrier

20h Alterlocal Marchands d'armes numériques - « Big Brother is
watching you (1h)

Vendredi 9 mai 20h salle Yvette Martinet Annecy débat
Librinfo « L'Europe, pour quoi faire ? »

Samedi 10 mai Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Lundi 12 mai 18H30 réunion Collectif Palestine

Mardi 13 mai 20H Meeting avec Marie-Christine VERGIAT
Chambéry Parc des expositions



19h Alterlocal Réunion collectif récupération sur le bassin Annécien

Mercredi 14 Mai 20h Alterlocal Maîtrise ton usage de l'internet et
de ta messagerie!

Judi 15 mai Grève et manifestations fonction publique
Manifestation 10H Chambéry place du Palais de Justice
14H Annecy préfecture

20h Alterlocal Projection débat de "Uranium, l'héritage
empoisonné" de Dominique HENNEQUI Durée : 52min

Réunion du mouvement de la Paix

Vendredi 16 mai 18H30 salle Jumel Annecy Assemblée Générale
Extraordinaire de l'Association Soutien au Séjour des Étrangers

Samedi 17 mai Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Dimanche 18 Mai 16h Alterlocal Goûter-Concert pour tous petits et
grands. The Mythomans est un quintet grenoblois dont le style
oscille entre le rock'n'roll garage et la décadence psychédélique.

Marie-Christine Vergiat, 2e députée française la plus active

Selon MEPranking, Marie-Christine Vergiat, notre députée Sud-
Est, est la 2e députée française la plus active au parlement
européen.

Au niveau européen, elle est 31ème/764.

Marie-Christine VERGIAT



Il est inutile de dire que contrairement à nos élu-e-s du PCF et du
FDG qui se classent dans la moitié la plus active, la famille Le Pen
traîne au fond du classement : sur 74 député-e-s que compte la
France, Marine Le Pen est 70ème et son père 72ème, ils ont gagné
une place suite au remplacement de Harlem Désir (qui aurait été
67e) par une nouvelle élue qui se trouve dernière.

Il est intéressant de noter également le quatuor de tête est
composé de 3 femmes et Jean-Luc Mélenchon, 1er homme et que
le quatuor qui occupe les places 70 à 73 est composé de trois
hommes et Marine Le Pen.

On constate que certains donneurs de leçons d'Europe sont peu
actifs : parmi les 15 premiers 3 FdG mais 1 seule PS et 0 EELV, la
première se classant 25e, loin devant Michèle RIVASI (46e) qui
précède Daniel Cohn-Bendit (47e), José Bové se contentant d'être
60e. Pour voir les statistiques, c'est ICI :

<http://www.mepranking.eu/state.php?st=FR&order=all#ranking>





Marie-Christine Vergiat, députée citoyenne

Il y a cinq ans, les électeurs de la grande circonscription du Sud-Est ont décidé d'envoyer une députée du Front de gauche au Parlement européen. Membre d'aucun parti, militante pour les droits de l'Homme, la citoyenneté et l'égalité, parlementaire atypique, elle s'est engagée avec passion et énergie tout au long de ce mandat. Face au consensus libéral d'une Europe des marchés, liberticide et repliée sur elle-même, elle a agi avec ses amis députés européens de la GUE/NGL pour bloquer les offensives antisociales et défendre l'humain d'abord. Elle a cherché inlassablement, par ses amendements, à ouvrir des brèches dans les directives européennes pour faire grandir les marges de résistance. Elle s'est faite votre porte-parole dans l'hémicycle du Parlement européen pour défendre une autre Europe et agir dans l'intérêt des peuples en Europe et ailleurs. Des batailles ont été gagnées comme celle contre la libéralisation des ports ou contre ACTA (l'accord contre la contrefaçon qui mettrait, entre autres, en péril la liberté sur le net et les médicaments génériques). Et beaucoup reste à faire.



Ici lors d'une intervention dans l'hémicycle du Parlement



Lors d'une manifestation devant le Parlement à Strasbourg

Alexis Tsipras

Il était présent le 12 avril à la manifestation à Paris contre les politiques d'austérité, aux côtés de Jean-Luc Mélenchon et Pierre Laurent



Alexis Tsipras



En Grèce, Alexis Tsipras est le leader emblématique de Syriza, cette force politique qui refuse l'austérité punitive qui lui est imposée par la Commission européenne, la Banque centrale et le FMI.

Son mouvement est donné gagnant pour les prochaines élections législatives, alors que le parti socialiste grec qui a accepté toutes ces potions amères est dépassé et que les forces d'extrême droite essayent de profiter de la situation. Son discours, c'est celui du refus de la loi des marchés financiers, celui d'en finir avec la logique de régression sociale et d'ouvrir une

nouvelle phase de développement pour son pays et pour l'Europe. Il incarne un avenir pour une part grandissante de son peuple là où tous ne promettent que le sang et les larmes.

Il sera notre candidat à la Présidence de la commission européenne. Il soutient Marie-Christine Vergiat et les listes du Front de gauche.

Manuel Valls est passé sur l'autre rive en assumant une politique de droite (Olivier Dartigolles)

A la tribune de l'Assemblée nationale, le Premier ministre a répondu à la fronde de députés socialistes par quelques aménagements cosmétiques mais l'affront à notre pays, aux familles, aux fonctionnaires et aux retraités est assumé crânement.

Pour la première fois sous la V^e République, un chef de gouvernement issu d'une majorité parlementaire de gauche défend une politique dont la droite et le patronat avaient rêvé sans jamais espérer aller aussi loin, aussi brutalement.

Un âge d'or pour les entreprises, sans contrepartie, payé sur le dos du monde du travail et des plus fragiles. Une hémorragie de 50 milliards d'euros dans la dépense publique et sociale pour moins de service public, de solidarité et d'égalité de traitement, le dynamitage en règle de la protection sociale et de la démocratie locale.

Il n'y aura pas « d'apaisement » avec une telle orientation comme y invite M. Valls mais une aggravation rapide et dangereuse de la crise politique, sociale et économique. « Ce qui empêche d'installer la confiance », c'est une politique de droite alors que le changement, en 2012, avait été annoncé à gauche. Le premier ministre lui est passé sur l'autre rive en assumant une politique de droite : celle d'une austérité à perpétuité.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Chiffres du chômage : "Rompre avec cette politique qui conduit le pays dans le mur" (Olivier Dartigolles)

Alors que le chômage vient d'atteindre un nouveau record, le nouveau ministre du Travail, F. Rebsamen, assure que le gouvernement Valls « va diminuer le nombre de chômeurs » sans préciser à quel horizon. Il est vrai que F. Hollande, lui-même, après s'être cassé les dents en promettant « une inversion de la courbe du chômage » pour la fin 2013, renvoie désormais à 2017 et à la fin du quinquennat toute évaluation en ce domaine.

Ces prophéties font le pari que la croissance mondiale va tirer, via les exportations, l'activité nationale et l'emploi, malgré une austérité renforcée.

Pourtant, si on note une certaine accélération de la conjoncture en zone euro, en France, au contraire, l'indicateur du climat des affaires s'est tassé en avril, revenant au niveau auquel il stagne depuis décembre 2013, six points en dessous de sa moyenne historique.

Le second pari postule que, grâce aux 30 milliards d'euros de baisses de cotisations sociales patronales accordées dans le cadre du « pacte de responsabilité » et du Crédit d'impôt compétitivité, les entreprises créeraient quelque 800 000 emplois supplémentaires d'ici à 2017. Cette façon de prétendre améliorer l'emploi en baissant le « coût du travail » est depuis longtemps un fiasco.

Cette prétendue médication contre le chômage ne fait qu'accroître les profits disponibles, immédiatement absorbés par le « coût du capital » en dividendes, intérêts et placements financiers. Elle torpille le « modèle social français » en déresponsabilisant toujours plus les entreprises et en reportant sur le dos des salariés et de leurs familles le poids du financement des déficits. L'insuffisance de la demande et des qualifications que cela entraîne mine l'appareil productif et accélère les délocalisations.

Il faut rompre avec cette politique qui conduit le pays dans le mur et la gauche à l'échec. Cela exige de mobiliser l'argent des profits, des fonds publics et du crédit bancaire, jusqu'à la Banque centrale européenne, pour un nouvel essor des investissements matériels et de recherche conditionné par des objectifs chiffrés d'emplois et de formations correctement rémunérés, sous le contrôle des salariés et des populations.

Alstom : l'indépendance industrielle plutôt que le choix entre la peste et le choléra

Face au projet de démembrement d'Alstom au profit de l'américain Général Electric, le gouvernement tente une opération avec l'allemand Siemens. Cet emballement ne doit pas se conclure par un choix entre la peste et le choléra. Pour l'intérêt de la France et des salariés du groupe, il faut refuser de laisser partir un fleuron industriel stratégique hors du territoire national.

Le gouvernement français n'a pas à accepter que l'issue des enjeux industriels et stratégiques autour d'Alstom se résument à arbitrer entre deux OPA. L'Airbus industriel énergétique européen évoqué ces dernières heures pour contrer Général Electric, aura comme conclusion un Siemens de l'énergie, déconnecté de la branche transport qui n'y résistera pas. Il s'agit donc d'un marché de dupes. Il existe une alternative : la constitution d'un grand pôle public de l'énergie et des transports, seule garantie de l'indépendance industrielle de la France. La question de la nationalisation d'Alstom est posée. Elle est possible : de grands clients du groupe comme EDF, la SNCF, la RATP, AREVA, pourraient souscrire au capital d'Alstom dans le cadre de nouvelles conventions de coopérations stratégiques, industrielles et financières favorables à l'emploi et à l'efficacité sociale.

Faire basculer la campagne des Européennes.

Oui l'indépendance de la France par la nationalisation d'Alstom est possible. L'apport financier de ses grands clients comme EDF, la SNCF, la RATP, AREVA pourraient consolider l'indépendance industrielle et financière de la France. Face aux prédateurs et aux capitaux planétaires volatils et incontrôlables, il est de notre responsabilité de faire monter dans tous le pays cette exigence-là et dans cette campagne-là. Il ne s'agit pas seulement de mettre en avant cette Nationalisation mais surtout comment elle peut se construire. La priorité ce n'est ni la peste ni le choléra mais de mettre l'accent, le phare sur la maîtrise de l'industrie française et de sa finance. En effet rien ne changera en Europe, si en France le peuple ne réagit pas en exigeant cette nationalisation-là, dans ces conditions-là et en utilisant cette élection-là justement pour consolider et l'Europe et la France. C'est une occasion inespérée de faire basculer cette morne campagne électorale en une campagne d'espérance par une montée populaire en puissance et grandissante avec l'objectif immédiat de la défense des intérêts industriels et financiers de la France. En effet en France plus forte sera la mobilisation sur ce sujet-là et plus fort cela redonnera aux peuples des prolétaires/citoyens Européens un espoir grandissant. La pierre d'achoppement de cette montée en puissance d'un mouvement populaire grandissant pourrait se situer au moment justement du vote des européennes.

Nous le savons les élections quelles qu'elles soient ne donnent que des indications partielles de ce que veut réellement le peuple puisque qu'elles sont toujours globalisantes. Mais au travers de la réalité d'un sujet particulier tous les ingrédients sont là pour tout faire basculer. C'est plus lisible parce que nous sommes dans le concret. Si l'abstention semble être dans les têtes aujourd'hui, elle pourrait voler en éclat si nous osons mettre en perspective ces conditions-là avec cette nationalisation-là. Nous pourrions alors en voir une ébauche d'un résultat positif dans les urnes. Notre objectif n'est pas de sortir de l'Europe mais de la renforcer par la prise de conscience d'un fort mouvement populaire qui peut s'engranger aujourd'hui dans tout le pays, mais aussi dans toute l'Europe. Ici avec cette décision du peuple français à vouloir non pas conserver jalousement leur acquis et se replier sur lui-même mais avoir l'objectif de rendre utile les capitaux français pour la bonne marche de l'industrie française servirait d'exemple. Alors oui les autres peuples Européens pourraient eux aussi être tentés d'en faire autant. Ainsi le libéralisme et le social-libéralisme seraient obligés de revoir leur copie. Il nous faut j'en suis convaincue faire basculer cette campagne électorale en faveur non seulement de la défense du secteur industriel en Nationalisant Alstom, mais enfin dire comment prendre à bras le corps avec un fort mouvement populaire la maîtrise de la finance pour la rendre utile au peuple des prolétaires/citoyens qu'ils soient français ou européens. **Aline Béziat** Rochefort le 1er mai 2014

Il y a urgence à maîtriser dès maintenant nos émissions de Gaz à effet de serre !

Le GIEC vient de rendre public le contenu du rapport de son 3ème groupe de travail. Il porte sur l'évolution récente des émissions de gaz à effet de serre, leurs conséquences prévisibles quant à l'évolution des températures planétaires d'ici la fin du siècle et propose des mesures technico-économiques susceptibles de contenir cette évolution dans la limite d'une augmentation de 2°C. L'enjeu est d'éviter un dérèglement catastrophique du seul écosystème permettant d'accueillir l'humanité.

Ce document traduit une prise de conscience grandissante des opinions publiques quant à la gravité de ce qui va se jouer dans les deux à trois prochaines décennies à propos de la maîtrise des transitions énergétiques et climatiques.

Le rapport confirme tout d'abord les réticences coupables des pays développés et des grands pays émergents, au nom de leurs intérêts particuliers, à suivre les recommandations successives du GIEC, à respecter le Protocole de Kyoto, et mettre en œuvre les engagements de la Conférence de Copenhague : plafonner les émissions planétaires de gaz à effet de serre (GES) dès que possible, les diviser par quatre dans les pays développés et par deux à l'échelle de la planète d'ici 2050.

Cela est d'autant plus urgent que le rapport du GIEC confirme qu'entre 2000 et 2010, le rythme de croissance planétaire des émissions de GES a doublé par rapport à la moyenne de la période 1970-2000. Malgré cela, l'objectif d'une augmentation des températures limité à 2°C reste atteignable, mais il nécessite de prendre toutes les mesures nécessaires, alors que le délai se raccourcit encore.

Nous partageons la conviction de ce rapport : il faut à tout prix faire reculer massivement les émissions de GES provenant des énergies carbonées. Cette évolution doit s'appuyer sur un mix énergétique nouveau permettant de répondre aux besoins énergétiques croissants exprimés à travers monde et associant toutes les énergies décarbonées, l'hydraulique, les énergies renouvelables (éolien, solaire,...), sans que soit oublié le nucléaire.

En France, la nouvelle ministre en charge de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a annoncé une loi sur la transition énergétique d'ici l'été. **Les communistes demandent à ce que le processus législatif soit accompagné d'un débat réellement public, qui associe les populations** à la définition d'un nouveau mix énergétique faisant face aux enjeux énergétiques et climatiques mondiaux, tout en préservant un prix de toutes les énergies accessibles pour les consommateurs et permettant le développement industriel.

Dans ce cadre, le Parti Communiste propose un bouquet énergétique diversifié incluant toutes les énergies disponibles, y compris le nucléaire, en privilégiant celles émettant le moins de CO2. Il s'agit de prendre en compte le niveau de maturité des différentes technologies (coût, stockage de l'électricité, stockage du CO2) à la lumière de trois critères : l'impact social, environnemental et économique. En outre, cette loi doit mettre en évidence les réponses effectivement nationales aux problèmes énergétiques ; en premier lieu parce que notre pays ne dispose pas de ressources énergétiques, notamment fossiles, propres à satisfaire ni la totalité, ni une part significative des besoins nationaux. Et cette réalité est a fortiori celle de toutes les régions françaises. Toute solution législative allant dans le sens d'un éclatement de la solidarité nationale au bénéfice d'une prétendue régionalisation des solutions serait à terme vouée à l'échec au bénéfice exclusif des rentes de situation et au désavantage des plus pauvres condamné à payer plus cher une énergie plus rare, derrière « l'économie de l'offre » chère à certains.

Par ailleurs, l'Europe a besoin d'une politique commune de l'énergie, qui intègre la spécificité des situations des différents pays membres et encourage de grands services publics nationalisés et intégrés de l'énergie.

Alors que plusieurs pays dans le monde et en Europe ont fait le choix de développer l'énergie nucléaire pour répondre à l'enjeu climatique, l'exemple allemand d'une transition énergétique bâtie sur la sortie de l'énergie nucléaire nous interroge et souffre à notre sens d'un double écueil : celui d'un coût de l'électricité exorbitant pour le consommateur, qui engendre la précarité énergétique de milliers de familles, et celui d'un recours massif à des centrales thermiques à gaz ou à charbon - pour compenser l'intermittence de la production des énergies renouvelables, au détriment de l'objectif d'une réduction des émissions de GES.

Par ailleurs, nous continuons à nous opposer à la marchandisation, préconisée par le GIEC, des droits à polluer ou à émettre des GES (systèmes de permis d'émissions, taxes carbone), dont l'échec est pourtant patent, comme l'ont reconnu, il y a peu, les ministres de l'environnement de toute l'union européenne ! La lutte contre le dérèglement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre devrait plutôt appeler la mobilisation d'énormes moyens financiers, au service d'un plan ambitieux d'économies d'énergie dans les secteurs les plus consommateurs comme le transport et le bâtiment. Ces investissements indispensables sont inconciliables avec la politique de réduction des déficits publics, d'austérité et de libéralisation des services publics pratiquée en France et décidée au niveau européen.

Les coûts de la transition énergétique et de la réduction des gaz à effet de serre ne doivent pas être supportés par les salariés et les consommateurs.

Il est urgent d'ouvrir la voie à un changement de société, basé sur un nouveau mode de développement, de production et de consommation qui réponde à l'intérêt général, aux besoins sociaux et à l'urgence écologique.

Carmaux/Hollande : "Comment parler de Jaurès quand on fait la politique de Gattaz ?" (Olivier Dartigolles)

Il y a tout juste 110 ans, Jean Jaurès, qui entamait les 10 dernières années de sa vie, couchait sur le papier le premier éditorial du journal l'Humanité intitulé "Notre but". Quel était celui de François Hollande aujourd'hui à Carmaux ? Après la déroute des municipales, la première sortie présidentielle, à Clermont-Ferrand, a été ruinée par l'affaire Aquilino Morelle. Aujourd'hui, le déplacement dans le Tarn ne fera pas oublier le programme de stabilité, sitôt achevé le conseil des ministres, envoyé à la commission européenne. Nous viens alors une première pensée de Jaurès, "Non, la trahison n'est pas la condition suprême du pouvoir. Elle n'est pas la loi souveraine des démocraties".

Sur un point, et un seul, le Président a rendu hommage au grand homme, "quand les hommes ne peuvent pas changer les choses, ils changent les mots". Les feuilles du discours du Bourget envolées aux quatre vents du traité Sarkozy-Merkel, de la rigueur budgétaire, du dogme des 3% et du dynamitage des services publics et du marché du travail, François Hollande a donc changé le mot de "socialisme" par "compétitivité", et celui de "changement" par "renoncement".

Depuis son élection, et bien avant en vérité, François Hollande "est tombé, de cascade en cascade, dans ce bassin stagnant" d'où il pense pouvoir rendre hommage à Jaurès alors qu'il fait la politique de Gattaz.



A lire
L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
Dossier coût du capital



La libération de Marwan Barghouti constituerait la preuve de la volonté des Israéliens d'ouvrir enfin la voie à la paix

Le gouvernement israélien n'a pas voulu la réussite des négociations de paix qui devaient se terminer le 29 avril. En poursuivant de manière exponentielle (+123%) la colonisation, en refusant fin mars de libérer le 4e contingent de prisonniers «d'avant Oslo» comme il s'y était engagé, Israël a montré son absence de volonté d'aboutir à un accord.

Israël a pris prétexte de l'accord entre l'OLP et le Hamas du 23 avril sur la formation d'un gouvernement d'union pour accuser le président Abbas d'avoir choisi « le Hamas et non la paix » et faire porter aux Palestiniens la responsabilité de l'échec des pourparlers – c'est un leurre et les réactions négatives d'Israël et des États-Unis ne doivent pas cacher celles, plus positives, de l'UE et de l'ONU qui soutiennent l'unité palestinienne sur la base de la reconnaissance d'Israël et de la non-violence .

La France comme l'UE doivent soutenir le processus de réconciliation nationale palestinienne. Pour le PCF, c'est plus que jamais le moment de construire sous l'égide de l'ONU une Conférence internationale pour la paix au Proche-Orient qui permette de relancer un véritable processus de négociations de paix sortant du tête à tête inégal entre les deux pays.

Dans cette perspective, la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens constituerait la preuve de la volonté réelle des autorités israéliennes d'ouvrir enfin la voie à une paix juste et durable avec les Palestiniens.

Article du Progrès de Lyon : "ignoble et ouvertement discriminatoire" (Danielle Lebail)

Le PCF exprime sa consternation suite à l'article publié hier, mardi 22 avril, dans les pages 10 et 11 du Progrès qui en fait d'ailleurs la Une. Cet article ignoble est ouvertement discriminatoire, en associant des délits à des ethnies ou à des habitants dits de "quartier".

S'appuyant sur une étude datant d'il y a plus d'un an, il propose des faits et des termes volontairement vagues, parlant des "groupes des cités" ou des "autres", tout en utilisant des statistiques ethniques interdites en France. L'article n'évoque par ailleurs aucune des actions entreprises et mises en place par la police et le préfet pour lutter contre ces réseaux mafieux.

Plusieurs questions peuvent alors être posées : qu'est-ce qui motive un tel article aujourd'hui ? Y a-t-il eu une recrudescence des délits dans le Rhône ou serait-ce l'actualité creuse du week-end prolongé qui a motivé la rédaction du quotidien ?

Quelle information le Progrès veut-il donner, quelle réflexion veut-il faire naître si ce n'est de stigmatiser de façon honteuse des populations et des quartiers entiers ? Mais à qui donc profite un tel article ? A quand un article sur "le banditisme français haut de gamme", ou sur la délinquance financière ?

Le PCF juge cet article nul et non avenue, et rappelle qu'il se battra contre les propos discriminatoires, stigmatisant les populations.

Danielle Lebail, secrétaire départementale du PCF dans le Rhône

Pêche : "A Concarneau, pas de requins" (Xavier Compain - PCF)

A Concarneau, les bateaux de l'armement Dhelemmes, propriété du groupe hollandais Vrolijk/Jaczon sont convoités par la Scapêche, groupe Intermarché. Dans l'Europe de la concurrence libre et non faussée, les requins de la distribution ont un appétit à la hauteur des seuls intérêts financiers.

Les patrons pêcheurs concarnois ont fait une offre de reprise de l'armement Dhelemmes. Elle doit être considérée.

Nous portons l'ambition de nouvelles politiques de la pêche visant à contribuer à notre souveraineté alimentaire, assurer une activité relocalisée et rémunératrice des marins, encadrer les pratiques des grands armateurs et les marges des distributeurs.

Xavier Compain, 2nd de liste grand-ouest pour les élections européennes,

Erdogan/Génocide : « Le progrès eut été de reconnaître le crime de génocide »

Le 24 avril 1915 débutait le génocide de la communauté arménienne de l'empire ottoman. Les conséquences en furent dramatiques : 1,5 million de tués, des milliers de déportés et la totalité de leurs biens confisqués.

Ce génocide n'a toujours pas été reconnu par le gouvernement turc qui l'a perpétré. Il n'a pas été sanctionné et il connaît aujourd'hui encore une campagne de communication négationniste.

Cette absence de reconnaissance continue à alimenter les haines contre les Arméniens mais aussi contre toutes les minorités comme les Kurdes ou les Alévis.

En dépit de cette posture, les communautés arméniennes, les forces démocratiques et notamment une part croissante de la société civile turque organisent des commémorations pour faire face au discours officiel. Le clivage n'est pas entre les peuples arménien et turc mais entre le négationnisme et la démocratie.

Le premier ministre R. Erdogan a présenté les condoléances de la Turquie aux petits enfants des Arméniens tués en 1915. Si l'approche se veut moins agressive, elle ne constitue pas une nouveauté. Le progrès eut été de reconnaître le crime de génocide.

Le PCF, constant dans son engagement, salue la mémoire des victimes et s'associe à la douleur de toute une communauté. Il continuera à œuvrer pour que vérité et justice soient rendues au peuple arménien.

Après la réunion de Genève : Aux Ukrainiens de décider

La tenue de la réunion de Genève, le 17 avril, et les termes de la « déclaration commune » quadripartite signée par les ministres des Affaires étrangères des États-Unis, de la Russie, de l'Union européenne et de l'Ukraine, appelant à « une désescalade », constitue en soi un acte positif qui peut contribuer à faire baisser le regain de tensions internationales après la crise de Crimée et la poursuite des affrontements dans l'est du pays. Elle peut ouvrir la voie à des solutions politiques et diplomatiques permettant de faire face aux importants enjeux politiques et stratégiques auxquels est confrontée l'Ukraine.

Mais sans donner la parole au peuple et sans respect de la démocratie, rien ne sera possible pour appliquer les deux points clés de la déclaration commune, à savoir la sécurité des citoyens et les réformes institutionnelles nécessaires qui doivent tenir compte des droits et aspirations spécifiques des citoyens des différentes régions du pays.

Pour une partie importante de la population, l'illégitimité du pouvoir intérimaire en place à Kiev (où figurent en position de force des ministres d'extrême-droite) est due notamment à la volonté manifeste des autorités politiques à Kiev d'imposer leur pouvoir par des voies totalement antidémocratiques en tentant de mettre fin à l'activité politique de partis importants, comme le Parti Communiste Ukrainien dont les biens sont saisis et les dirigeants agressés.

Dans ces conditions, l'appel à désarmer « tous les groupes armés » sous contrôle de l'OSCE peut certes s'avérer important pour un retour à la paix si les moyens sont investis pour ce faire et que la volonté de dialogue et de confiance existe.

Les derniers incidents meurtriers intervenus dimanche à Slaviansk dans l'est du pays, après la réunion de Genève, constituent un signe inquiétant infirmant la volonté de parvenir à un accord ; les groupes paramilitaires de Svoboda et Pravyi Sektor tenant toujours le haut du pavé sans que Kiev n'y mette bon ordre. Concernant les réformes institutionnelles, le document issu de la réunion de Genève se borne à évoquer « un large dialogue » en vue d'« un processus constitutionnel » dont les termes doivent maintenant être précisés.

Pour le PCF, les possibilités qui seront données au peuple ukrainien d'une réelle intervention est une condition sine qua non de la réussite du dialogue engagé et d'un début de solution à la crise ukrainienne.

Égypte : le choix de la répression

Le Parti Communiste Français exprime sa plus vive condamnation après l'annonce du verdict de peine de mort à l'encontre de 683 membres de la confrérie des Frères musulmans, accusés d'avoir participé à des manifestations violentes ayant entraîné la mort de policiers. Selon des représentants d'une association de défense de droits humains, le procès n'a duré que quelques heures et le tribunal a empêché les avocats de la défense de prendre la parole.

A quelques semaines des élections présidentielles, ce verdict augure mal de l'avenir démocratique de l'Égypte.

Le rejet par une grande partie du peuple égyptien des Frères musulmans n'autorise pas le pouvoir actuel et son chef, le maréchal Al Sissi, à fouler aux pieds les droits de la défense et tout État de droit. Il serait tout à son honneur d'annuler toutes les condamnations à mort. D'autant que les Frères musulmans ne sont pas les seuls à subir la répression et une justice aux ordres du pouvoir.

C'est aussi le cas de très nombreux démocrates, de jeunes révolutionnaires du Mouvement du 6 avril qui vient d'être interdit ; tous subissant arrestations arbitraires, emprisonnements et tortures pour avoir protesté contre la dérive autoritaire du pouvoir militaire et le retour des partisans de l'ancien régime de Moubarak.

Le Parti Communiste Français réaffirme sa solidarité avec les forces progressistes égyptiennes, son soutien aux jeunes démocrates acteurs de la révolution égyptienne, et à tous ceux qui continuent d'agir pour une Égypte démocratique, libre, souveraine et conforme aux objectifs d'émancipation de sa révolution.

Le Front de gauche dénonce les méfaits de l'Europe ultralibérale sur les conditions de vie des femmes

Près de 200 personnes se sont retrouvées autour de Patrick Le Hyaric et Raquel Garrido, samedi 26 avril pour dénoncer les méfaits de l'Europe ultra libérale sur les conditions de vie des femmes.

Ils ont démontré en quoi les politiques austéritaires sont les mauvais remèdes pour dépasser la crise. Ils ont mis en accusation les restrictions budgétaires notamment dans le domaine de la santé dont les conséquences immédiates sont les fermetures d'hôpitaux de proximité et de centres d'IVG. Ils ont décliné des propositions alternatives permettant de bâtir une Europe féministe, sociale, écologique en bref une Europe des peuples.

Féministe, cette liste Front de gauche IDF est la seule à même de rassembler toutes celles et tous ceux qui aujourd'hui veulent que leurs conditions de vie changent en profondeur. Avec les amies espagnoles présentes, des associations féministes, le Front de gauche féministe, la JC et l'UEC, ils ont appelé à la poursuite des actions pour que toutes les femmes en Europe aient accès à une contraception et à un avortement libres et gratuits.



Révolution d'avril : Pierre Laurent réaffirme la solidarité du PCF avec le peuple portugais



40 ans après, les symboles portés par la Révolution des Œillets demeurent fortement ancrés dans les luttes du peuple portugais qui s'est alors libéré du joug du fascisme.

Cette «aube de la liberté» a ouvert un processus de conquête de droits sociaux et démocratiques, tout comme elle a mis fin aux guerres coloniales en reconnaissant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples de Guinée Bissau, d'Angola et du Mozambique. Les valeurs portées par la révolution d'avril 1974 sont d'autant plus précieuses que le Portugal est aujourd'hui confronté à une crise profonde, considérablement aggravée par les politiques des gouvernements successifs, et l'agression inique des gouvernants européens actuels, de la troïka UE-FMI contre les droits sociaux, démocratiques, constitutionnels et la souveraineté du peuple portugais.

Au nom du PCF, j'exprime mon profond attachement aux valeurs d'Avril et sa solidarité avec le peuple portugais et avec toutes les forces sociales et démocratiques qui, dans le processus grandissant de mobilisations populaires, portent haut ces mêmes valeurs. Solidarité avec le Parti Communiste Portugais qui les incarne, dans ses luttes d'hier et aujourd'hui, dans la défense des principes inaliénables inscrits dans la Loi fondamentale du Portugal et qui garantissent d'importants droits politiques, économiques et sociaux ainsi que le principe d'un État de droit fondé sur la souveraineté populaire.

Le PCF réaffirme aujourd'hui d'autant plus sa solidarité avec le peuple portugais que dans toute l'Europe la démocratie est systématiquement attaquée, les droits des travailleurs et des peuples profondément saccagés par les politiques d'austérité et de régression sociale appliquées par des gouvernants de plus en plus discrédités. En France, un véritable travail de sape a été engagé depuis des années contre les principes du « modèle social français » inscrits dans la Constitution.

Partout les droits sociaux doivent être garantis contre l'offensive des forces de l'ultralibéralisme et de la finance. Partout les souverainetés populaires quotidiennement bafouées doivent être respectées.

Partout les valeurs démocratiques doivent être défendues, notamment contre les menaces de l'extrême-droite.

Enfin, défendre les valeurs de la Révolution d'avril c'est pour le PCF, agir avec de nombreuses forces progressistes en Europe, comme sur le continent africain et dans le monde, pour éradiquer toute forme de domination néo-coloniale, pour l'offensive des forces capitalistes et impérialistes en favorisant des politiques de coopération internationale basées sur le développement solidaire, la démocratie, la paix et le désarmement.

Pierre Laurent,
secrétaire national du Parti Communiste Français

Face au pacte de responsabilité, les jeunes doivent construire l'alternative à l'austérité

ILS ONT LES MILLIARDS, NOUS SOMMES DES MILLIONS !

**NOMBREUX
MOTIVÉS
ORGANISÉS**



Hier, le « Pacte de responsabilité » a été voté par 265 voix pour et 232 contre, dont les députés du Front de Gauche. Fait notable, mais qui n'aura pas permis de faire un barrage symbolique à cet immense cadeau aux grands patrons, 41 députés socialistes se sont abstenus.

Avec ce vote qui n'était que consultatif, le travail de sape contre la protection sociale (qui regroupe la Sécurité sociale, les allocations de la CAF, l'assurance-chômage, les caisses de retraites entre autres) continue. En effet, avec les précédentes mesures et autres « Pacte », ce sont 50 milliards d'€ en moins pour les services publics, qui ne serviront plus l'intérêt général, mais les actionnaires, les banquiers et les grands patrons.

Lors de ses vœux pour 2014, François Hollande annonçait la couleur de la politique du gouvernement, « fondé sur le principe simple : moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur les activités des entreprises et, en même temps, une contrepartie, plus d'embauches et plus de dialogue social. ». Et le MEDEF de M. Gattaz approuve !

C'est ce discours que les français, et particulièrement les jeunes, ne veulent plus entendre au pouvoir, et qui rend toujours plus cupides les grands patrons : l'assistanat de ceux qui possèdent déjà tout, qui se versent toujours plus de dividendes (38 milliards en 2013, n°1 en Europe), alors que dans le même temps le chômage et le travail précaire explosent, que nos établissements d'enseignement et de formation n'assurent plus de bonnes conditions d'études et de formation, et qu'aucun système d'aide et d'accompagnement des jeunes, permettant d'envisager sereinement l'avenir, ne voit le jour.

Malgré une certaine unité des organisations de jeunesse progressistes autour de l'appel à un « Big Bang politique des politiques de jeunes », et la disponibilité de celle-ci pour construire des réponses avec un gouvernement de gauche, le président a reçu lundi un rapport sur les mesures à prendre pour l'emploi des jeunes, signé par M. Mestrallet : N. Sarkozy aurait pu l'écrire.

Dans ce cadre, comment faire vivre et financer les quelques ambitions « Priorité Jeunesse » du gouvernement ? Ce n'est tout simplement pas possible. C'est le besoin d'un large rassemblement de jeunes en mouvement contre l'austérité qui se fait sentir, en France et en Europe, pour que les dirigeants politiques passent des discours aux actes.

A la veille du 1er Mai, des initiatives du MJCF, des manifestations de salariés tout au long du mois et aux élections européennes le 25 Mai, les jeunes et étudiants communistes appellent les jeunes à participer à tous ces moments, pour combattre ces agressions et gagner des nouveaux droits !

Élection en Algérie : on connaît déjà le triste vainqueur !

Ce jeudi 17 avril ont lieu les élections présidentielles en Algérie. Le candidat à sa propre succession pour un quatrième mandat, Abdelatif Bouteflika a beaucoup fait parler de lui dans les médias en France. Cependant l'analyse des événements dans ces mêmes médias ne présentent pas ou peu de fond sur la véritable situation économique, sociale et démocratique du pays. L'invalidité du président sortant et sa rivalité avec son ancien premier ministre Benflis prennent une grande place dans nos informations au détriment du mal-être général dans le pays.

Le Président Bouteflika est au pouvoir depuis 1999, et devrait y rester suite à ce scrutin présidentiel. Malgré ses problèmes de santé et son infirmité, son parti a décidé de le représenter afin d'éviter une guerre de succession et pouvoir continuer à maîtriser la situation en y mettant le visage du président sortant. L'armée algérienne fait partie de ces forces politiques qui veulent maintenir l'ordre établi, en se cachant derrière le président.

De nombreuses voix en Algérie s'élèvent contre cette candidature et pointent le bilan politique de la présidence. Ainsi, les progressistes algériens parlent d'un système politique à sens unique, celui du FLN. Ce parti, qui s'est battu afin de libérer l'Algérie du colonialisme en 1962, s'est maintenu au pouvoir depuis l'indépendance. L'espoir dont il était vecteur hier semble s'essouffler aujourd'hui. La corruption, le clientélisme, le chômage (particulièrement important chez les jeunes), la hausse des prix des denrées de base ou encore des élections gagnées d'avance font partie du quotidien des algériens.

Cette situation politique à l'encontre des intérêts du peuple algérien est le fruit d'une action gouvernementale au service de l'argent et du pétrole uniquement. On le sait, l'économie algérienne est fleurissante ; cela en grande partie grâce aux ressources pétrolières du pays. En effet les finances algériennes sont très peu endettées (environ 9% de son PIB en 2013) et son taux de croissance est d'environ 3% annuel. Mais malheureusement pour les algériens, les ressources de leur pays ne restent qu'aux mains de la classe dirigeante du pays, adoubee par F. Hollande, John Kerry, la Chine ou la Russie. Tout le monde s'accorde à travailler avec le régime actuel, sans jamais le critiquer.

La population ne bénéficie pas des ressources naturelles de son pays et au contraire, elle peut même en souffrir. Les réformes du secteur de l'hydrocarbure visant à la libéralisation de ce dernier, ont engendré beaucoup de suppressions d'emplois durant les dernières années. Le taux de chômage est actuellement de 10% et de 22% chez les moins de 35ans. Des solutions à « l'après pétrole » doivent être trouvées par les dirigeants algériens, ainsi qu'au chômage massif.

Les dirigeants algériens qualifient cette réalité sociale de « conjoncturelle et temporelle ». La société civile, quant à elle, pousse pour que la situation ne soit pas une fatalité. Malgré la guerre civile qui a décimé le pays dans les années 1990 et la peur de remettre le pays dans une pareille situation fratricide, des voix veulent s'élever pour le changement. A l'occasion de la campagne présidentielle, un mouvement citoyen s'est structuré. Il s'agit du mouvement « Barakat » (« Ça suffit ») qui appelle à l'abstention pour dénoncer l'aspect antidémocratique de ces élections et réclame une 2ème république. Le mouvement s'est fondé à l'officialisation de la candidature d' Abdelaziz Bouteflika. Les militants qui tentent de se faire entendre au sein de la population, dénoncent le système politique global et sont largement réprimés. Bien qu'il ne s'agisse que d'un exemple, des aspirations démocratiques existent en Algérie, veulent se faire entendre et font écho aux « révolutions arabes » d'il y a 2 ans.

Le résultat du scrutin semble déjà fixé ; mais la vraie question est de savoir si le peuple algérien va tenir un mandat de plus. Les dérives autoritaires du gouvernement Bouteflika se heurtent à une résistance de plus en plus visible. Les ouvriers et étudiants ne sont pas en reste. Ils ont multiplié les grèves et manifestations en se basant sur des problématiques politiques concrètes durant ce dernier quinquennat. Enfin, le commerce de pétrole ne constituera jamais une solution pour la population tant qu'il sera aux mains d'oligarques algériens sous l'ingérence des puissances occidentales.

Nous ne laisserons jamais Mumia seul

Lettre ouverte du MJCF à Madame Geneviève Girard, maire de Porte-lès-Valence

Ce 24 avril est un triste jour pour la justice. Mumia Baie-James fête ses 60 ans dont 32 passés derrière les barreaux, soit 10 694 jours ! Ce militant infatigable des droits civiques, des minorités opprimées aux États-Unis, croupit dans les geôles américaines après 30 ans d'acharnement judiciaire contre lui. En effet, accusé du meurtre d'un agent de police en 1981, il n'a jamais pu bénéficier d'un procès équitable. C'est la raison pour laquelle des militants progressistes de par le monde ont fait de Mumia un symbole.

Le symbole de la lutte contre l'arbitraire alors que de nombreux témoins se sont rétractés après de fausses déclarations et que tout pousse à établir un nouveau procès. Le symbole de la lutte contre la peine de mort car il a fallu combattre avec acharnement jusqu'en 2011 pour que Mumia échappe à la sentence infâme de l'exécution. Depuis, sa peine a été commuée en peine de prison à vie. Le symbole de l'oppression raciale et de classe face à un combattant de la justice pour les Afro-américains et l'ensemble des classes populaires parquées dans des conditions indignes dans les grandes métropoles étasuniennes.

Au cours de sa carrière de journaliste, il a toujours voulu relater ce quotidien difficile et donner la parole aux sans-voix. Il fût poursuivi avec acharnement par le juge Sabo et des agents de police, membres de l'Ordre fraternel de la police, qui ont voulu « griller le nègre ». Au pays du président Barack Obama, la discrimination raciale reste une puissante réalité : la moitié des prisonniers sont afro-américains et 70% des jeunes condamnés sont issus de cette communauté. L'incarcération massive des minorités et des plus faibles constitue la réponse d'un système étasunien qui frappe plutôt que d'aider, d'un pays qui n'en a pas fini avec son passé esclavagiste et raciste.

C'est pour cette raison que le Mouvement jeunes communistes de France a bataillé des années durant pour un procès juste, pour le refus de la peine capitale envers Mumia. Dans le cadre de la campagne internationale, nous avons sensibilisé, avec des associations de défense des droits humains, des milliers de jeunes en France. Nous avons repris la force de Mumia, ce qu'il savait si bien faire : faire entendre sa voix, celle d'un prisonnier politique qui gênait trop, celle d'un homme à qui on a refusé entre 1982 et 2011 de pouvoir serrer dans ses bras sa femme et ses enfants.

Nous avons obtenu qu'il quitte le couloir de la mort, que son nom soit toujours apposé à celui de justice. Des municipalités ont eu le courage de lui faire honneur en le gratifiant de la citoyenneté d'honneur, du nom d'une place, d'une rue à Paris, Bobigny, Villejuif, Malokoff, et bien d'autres villes. Parmi celles-ci, il y a Porte-lès-Valence. C'est l'ancien maire Pierre Trapier qui a élevé en 2008 Mumia Abu-Jamal au rang de citoyen d'honneur. Mais la récente élection municipale et le changement de majorité politique dans cette ville de la Drôme bouleversent la donne. Mme la maire Geneviève Girard, nouvellement élue en qualité de première magistrate de la ville, vous avez fait retirer le portrait de ce prisonnier politique de l'Hôtel de Ville. Nous regrettons un tel geste d'autant plus que nous venons d'apprendre l'annulation d'une initiative autour de la situation en Palestine dans votre commune au motif de « trouble à l'ordre public ».

Ces décisions, parmi les premières de votre majorité, ouvrent un dangereux précédent. Celle de revenir sur des combats citoyens pour la justice et la solidarité internationale. Celle de l'acceptation de la fatalité alors que la crise actuelle doit nous pousser au courage politique.

Que se passe-t-il si demain d'autres villes décident de nier l'injustice, de ne plus prendre des positions qui interpellent, qui ouvrent le débat sur le rôle de notre pays? Ces combats internationaux interrogent ce que nous voulons faire ici, ils élèvent le débat avec tous nos concitoyens. Ils permettent aux plus jeunes d'entre nous de comprendre le monde, d'interroger leur rôle pour le changer. A l'heure de l'abstention massive, ce n'est pas une mince affaire mais un défi politique majeur.

Rappelons l'utilité de ces parrainages, des actions citoyennes : que ce serait-il passé sans une intervention internationale pour condamner l'apartheid, pour dénoncer le sort de Nelson Mandela et de tant d'autres ? Que ce serait-il passé si des municipalités, des organisations n'avaient pas combattu le sort fait à Salah Hamouri, jeune franco-palestinien emprisonné injustement pendant sept ans ? Nous avons été de tous ces combats et il en reste tant d'autres à mener pour Mumia Abu-Jamal, Marwan Barghouti, le Mandela palestinien.

Dans l'attente de votre réponse, veuillez recevoir Madame la Maire l'expression de nos salutations distinguées.

Nordine Idir : « Sauvegarder et développer l'industrie en France c'est faire le pari de la jeunesse »

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France regarde avec inquiétude les tractations autour de l'avenir d'Alstom.

Que ce soit le rachat par General Electrics ou par Siemens, cette stratégie de concentration financière fait peser une véritable épée de Damoclès sur la tête des salariés de l'entreprise, et c'est d'abord à eux que nous pensons et c'est vers eux que va toute notre solidarité.

Un aspect important du démantèlement de nos industries est bien trop souvent passé sous silence, lorsque des filières industrielles sont dépecées, la cohorte des licenciements est presque toujours accompagnée des disparitions de filières de formation professionnelle. Les écoles d'ingénieurs disparaissent également, les productions de richesses matérielles et immatérielles qui s'éteignent quand une filière industrielle sombre. ?

Ainsi, casser les filières productives brise l'avenir de la jeunesse de France.

La situation que nous connaissons est également symbolique de l'évolution du capitalisme. Les jeunes communistes ne participeront pas à ce débat qui oppose ceux préférant des capitaux allemands à ceux recommandant les investissements américains.

Cette concentration entre grands monopoles privés, qui vise à faire des économies d'échelles et à couvrir de nouveaux marchés au plan mondial, est la résultante du capitalisme financiarisé, aucune des options proposées ne serait la bonne pour les salariés d'Alstom.

En effet la question importante ce n'est pas celle de la nationalité des capitalistes mais bien celles de la propriété publique et de la finalité sociale des entreprises.

En ces temps d'élection européenne, rappelons que le dogme de la concurrence préside aux destinées industrielles puisque la Commission européenne, organisme non élu, bénéficie de l'entière compétence pour décider des conditions de fusions entre entreprises.

En 2003 elle avait assorti l'aide de l'État à Alstom de conditions, parmi lesquelles l'abandon de pans entiers de son activité, qui lui font aujourd'hui défaut. Le 25 mai il faudra donc sanctionner cette Europe du capital qui détruit notre potentiel industriel.

Une France sans industrie c'est une jeunesse sacrifiée, nous appelons de nos vœux une planification industrielle démocratique du pays, afin de relever la tête, de répondre aux besoins de notre peuple, de développer des filières d'enseignement et de recherche qui débouchent véritablement sur du travail pour tous.

Dans le cas précis d'Alstom nous exigeons la nationalisation, sous contrôle des salariés, de l'ensemble du secteur énergétique français





Le Mouvement des Jeunes Communistes de France s'engage à construire une campagne offensive pour rompre clairement avec l'austérité menée par l'Union européenne et ouvrir de nouvelles formes de coopération à l'échelle européenne se basant sur les revendications populaires de la jeunesse.

Les Européennes peuvent être un tremplin pour ouvrir des perspectives nationales en cas d'un score du Front de gauche à la hauteur des attentes de la jeunesse de notre pays et permettre d'ouvrir une brèche à l'Europe du capital.

C'est pour cela que nous appelons tous les jeunes à s'engager pleinement dans cette bataille en se mobilisant face au défi de l'abstention, pour dénoncer la réalité de l'Europe du capital et pour faire élire un maximum d'eurodéputés communistes et front de gauche sur le projet d'Europe des peuples que nous portons.

Plus d'infos sur notre campagne :

www.jeunes-communistes.org

REJOINS-NOUS POUR FAIRE VIVRE LA SOLIDARITÉ !

Mes coordonnées

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

Code Postal/Ville.....

Mail.....

Téléphone.....

Coupon à donner à un(e) jeune communiste

ou à retourner à MJCF • 2 place du colonel Fabien 75019 Paris

FRONTEX : L'AUTRE VISAGE DE L'EUROPE

Les membres du jury du prix Nobel de la paix ne devaient pas avoir les yeux ouverts quand ils ont choisi l'Union Européenne. En effet aux confins de l'Union Européenne de véritables No Man's Land s'érigent, sous couvert de maîtrise de l'immigration. C'est le dispositif FRONTEX, surnommé les « mains sales de l'Europe » par l'ONG Human Right Watch. Alors que plusieurs milliers de personnes sont mortes en essayant de traverser la mer Méditerranée, l'Europe se veut « forteresse » : elle se crée un ennemi qui n'existe pas. En effet, FRONTEX est équipée d'un véritable arsenal militaire : 25 hélicoptères, 21 avions et 113 bateaux. Son budget dépasse les 100 millions d'euros, pour combattre quels ennemis ? Juste des hommes qui veulent une vie meilleure de l'autre côté de la Méditerranée et qui tentent de traverser la mer dans des embarcations de fortune...

FACE À FRONTEX LES EURODÉPUTÉS FRONT DE GAUCHE SERONT DEBOUT ! Pendant toute la précédente mandature, nos eurodéputés se sont rendus sur les lieux de plusieurs catastrophes pour attirer l'attention sur ce phénomène.

AU SEIN DE L'UNION EUROPEENNE...

LIBERTÉ DE CIRCULATION TOTALE POUR LES RICHES

Pour se déplacer, c'est plus facile quand on est blindés ! En effet les riches profitent des avantages fiscaux pour aller en Belgique ou en Angleterre. Bernard Arnault, deuxième fortune française en est la preuve : pour échapper au fisc il était même prêt à prendre la nationalité Belge ! Ce cas prouve l'absence de moralité de ceux qui viennent nous vendre un « pacte de responsabilité » : l'évasion fiscale coûterait 40 à 50 milliards d'euros à la France par an ! C'est deux fois le trou de la sécurité sociale ! En Europe, c'est 1000 milliards ! Les capitaux et ceux qui les possèdent peuvent se déplacer librement donc !

Face à l'évasion fiscale, les eurodéputés du Front de Gauche se battent pour la transparence bancaire et taxer les transactions financières !

... ET DISCRIMINATIONS, RACISME POUR LES PAUVRES

Face à eux, les peuples sont appauvris. Des ouvriers polonais vont tenter leurs chances en Allemagne ou en Angleterre dans des métiers pénibles comme dans la construction ou dans l'agriculture. Ces métiers précaires sont saisonniers et sous-payés. Dans d'autres cas de figure, les Roms, subissent eux un véritable racisme où qu'ils aillent. Ils sont environ 17 000 en France et servent de bouc émissaire. Avec les migrants d'Afrique ou d'Asie, ils subissent la répression et on leur refuse de pouvoir travailler et vivre dignement. Ici, le droit de circuler n'est plus le même ! Il faut des milliards pour être tranquille.

Les eurodéputés du Front de Gauche considèrent les humains égaux et veulent permettre à chacun de voir ses droits respectés dans l'UE. L'un de ces droits fondamentaux est d'avoir un travail et que celui-ci soit justement rémunéré. C'est pour cela que nous proposons l'émergence d'un SMIC européen.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2014



NON À L'EUROPE FORTERESSE !



CEUX QUI SURFENT SUR LA HAINE ... ET LES AUTRES

Face à ces situations désespérées, il y a les forces de la barbarie qui divisent pour mieux servir les plus riches qui nous ont mené à la crise. C'est le FN en France. Mais Marine Le Pen a des amis en Europe : Aube Dorée en Grèce ou le parti du président hongrois Victor Orban en Hongrie. Ils stigmatisent les populations en souffrance et les mettent dos-à-dos.

EN FRANCE, Marine le Pen prône la préférence nationale en matière d'emploi, de logement et de protection sociale. Celle-ci veut nous faire croire que la protection sociale des immigrés nous coûte cher alors que c'est faux ! Il ne faut pas oublier que tout le monde paye des impôts et les immigrés français rapportent 60 milliards d'euros selon une étude menée en 2009, alors qu'ils n'en « coûtent » que 47,9 milliards.

EN HONGRIE, le président Victor Orban a mis la démocratie entre parenthèses au point que les observateurs internationaux ont considéré l'élection présidentielle d'avril 2014 « d'inévitabilité ». Là-bas, l'indépendance de la justice a été remise en cause, les minorités Rrom sont stigmatisées et la presse est bâillonnée. Face à de telles dérives, l'Union Européenne serait en droit de sanctionner lourdement le gouvernement hongrois : ce n'est pas le cas puisque Joseph Daul, président du PPE (Parti Populaire Européen, le parti de la droite européenne) est venu en personne saluer le travail de Victor Orban pendant la campagne électorale !

EN GRÈCE, l'Aube dorée organise des milices et agresse les immigrés ! La situation était telle qu'en septembre 2013, les députés du Parti néonazi ont été arrêtés et mis en examen pour « appartenance à une organisation criminelle » mais aussi poursuivis pour violences physiques, meurtre, chantage ou blanchiment d'argent... Au même moment, la Troïka (Commission, Banque Centrale Européenne et FMI) mettait à sac le pays et désignait Alexandre Tsipras et la gauche anti-austérité en Grèce comme un danger, alors que c'était bien l'extrême-droite qui brutalisait le pays !

FACE À EUX, LES DÉPUTÉS DU FRONT DE GAUCHE ET DE LA GAUCHE EUROPÉENNE ONT CHOISI LE CAMP DU PROGRÈS ET PAS CELUI DE LA BARBARIE : cela passe par les services publics, une vraie protection sociale, une Europe démocratique et d'échange entre les peuples.

Le 25 mai, il faut que nous puissions exprimer notre défiance envers ceux qui mènent la politique d'austérité avec la coalition PPE-PSE ! Mais il ne faut pas nous tromper de colère et rejouer l'histoire d'une Europe qui choisit la haine entre les peuples, comme ce fut le cas au siècle dernier.

Nous devons nous attaquer aux fondements du système capitaliste et envoyer un signal fort aux gouvernements qui n'écoutent que les patrons !

Le Gouvernement contre les ingénieurs !

Le Gouvernement, par le biais d'un arrêté ministériel du 23 décembre 2013, a commis une faute grave à l'encontre des étudiants de l'Institut Mines-Télécom (IMT), réseau d'écoles d'ingénieurs à travers la France, mais aussi à l'international. Suite à une baisse du financement par l'État de l'Institut, la Direction Générale de l'IMT a décidé d'augmenter de façon très importante les frais d'inscription pour les étudiants, avec des tarifs différenciés selon leur nationalité. Pour les étudiants européens, il est prévu une hausse de 1 000 €, soit plus de 118% et pour ceux de nationalité étrangère qui ne bénéficient pas des conventions signées entre les établissements internationaux, une hausse de 3 000€ soit plus de 353 %. C'est donc suite à un désengagement de l'État que la Direction souhaite faire peser la différence sur les épaules des étudiants.

C'est une logique irresponsable et scandaleuse. En actant une discrimination fondée sur l'origine et principalement sur l'argent des étudiants, la voie de l'Enseignement Supérieur se refermera encore davantage pour les plus modestes, et le poids des frais d'inscription sera supporté par les familles, alors que l'État doit être garant d'une réelle gratuité des études. Non seulement cette décision va fermer l'IMT à de nombreux étudiants, mais elle va peser sur les conditions de vie des étudiants, qui sont déterminantes dans la réussite des études. Cela traduit un réel manque de moyens alloués à l'Enseignement Supérieur dans toutes les filières, et découle de la volonté gouvernementale d'économiser sur les services publics, dont le financement des établissements universitaires et des écoles est un réel investissement pour l'avenir du pays.

Regroupant en son sein l'ensemble des établissements et grandes écoles dont la mission est de former les ingénieurs de demain, il s'agit bien d'une filière d'avenir, qu'il faut rendre accessible à tous les étudiants sans distinction. Les étudiants communistes s'opposent donc fermement à ce que la hausse des frais d'inscription pour la rentrée 2014 soit maintenue.

Il y a une urgence à former dans de bonnes conditions et avec les moyens nécessaires l'ensemble des étudiants, dans toutes les filières. La réappropriation publique, le financement par l'État sont une nécessité pour garantir l'égalité des étudiants et garantir le maintien du niveau des formations proposées.

L'Université Blaise-Pascal en danger !

Jeudi dernier, le président de l'Université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand a annoncé un vaste plan d'austérité de 5 millions d'euros qui conduirait à la suppression d'une cinquantaine de postes de contractuels BIATSS, au non-renouvellement des deux tiers des CDD des enseignants-chercheurs, à une baisse des budgets de l'ordre de 15 à 20 % de chacun des services de l'université et au gel du plan de renouvellement du matériel pédagogique.

Cette inquiétante annonce nous fait craindre une très probable hausse des frais d'inscription ainsi que de multiples suppressions de filières.

Ce plan d'austérité s'inscrit dans un contexte national de crise du monde universitaire. Un grand nombre d'universités françaises ont déjà mis en œuvre des plans du même type avec toujours la même logique libérale de baisse des dépenses et de privatisation de l'enseignement supérieur. Certaines facultés ont même mis en place un système de sélection à l'entrée par tirage au sort. Alors que la précarité étudiante ne cesse de grandir, les étudiants voient leurs lieux d'études s'effondrer, détruisant ainsi toute perspective d'avenir pour la jeunesse.

Cette austérité ne tombe pas du ciel. Elle s'inscrit dans la logique des réformes libérales de Sarkozy et de Hollande qui désengagent l'État et donnent toujours moins de moyens à l'Université.

Tout comme les syndicats d'enseignants, l'Union des Étudiants Communistes refuse que les étudiants soient les victimes des saignées orchestrées par le gouvernement.

Face à cette menace sur l'université, l'Union des Étudiants Communistes s'engage à lutter pour de nouveaux droits pour les étudiants. Au contraire de ce que met en place le gouvernement, nous souhaitons réaffirmer notre vision de l'Université fondée sur un service public fort, gratuit et accessible à tous. Nous affirmons aussi que nous lutterons contre ce plan d'austérité dans notre faculté aux côtés des étudiants, des enseignants et des personnels.

Plus question de galérer, des moyens pour étudier !

Pour signer la pétition contre le plan d'austérité à l'Université Blaise-Pascal :

<https://www.change.org/fr/p%C3%A9titions/a-l-administration-de-l-ubp-et-au-gouvernement-suppression-du-plan-d-aust%C3%A9rit%C3%A9-de-l-ubp>

Grève étudiante au Luxembourg

Vendredi dernier, plus de 15 000 étudiants luxembourgeois se sont mis en grève et ont manifesté dans les rues de Luxembourg. Du jamais-vu depuis 2006 !!

L'origine de cette mobilisation massive des étudiants luxembourgeois ? Le projet de réforme du système de bourse déposé le 20 mars dernier par le gouvernement, qui veut le faire adopter avant la fin de l'année universitaire pour qu'il rentre en application à la rentrée prochaine.

S'inscrivant dans le cadre de "l'assainissement des finances publiques" (entendez austérité !), le projet de loi 6670 s'attaque directement aux conditions d'études et de vie des étudiants, en restreignant l'accès des étudiants luxembourgeois à un des systèmes de bourses les plus généreux d'Europe.

Afin de réduire de 180 millions d'euros à 110 millions d'euros sa dotation au système de bourse luxembourgeois, l'État a décidé de segmenter les bourses qu'il alloue aux étudiants. Le système actuel garantissait 6500 euros de bourse par an (ainsi que 6500 euros de prêt remboursable à faible taux d'intérêt) à chaque étudiant luxembourgeois là où le nouveau projet vise à segmenter cette somme en trois bourses distinctes dont une seule, d'un montant de 2000 euros, sera universelle et donc allouée sans conditions à tous les étudiants.

Les bourses sociales d'un montant de 2500 euros maximum seront attribuées sous conditions de ressources, en fonction des revenus des parents là où les bourses de mobilité (2000 euros maximum) seront attribuées aux étudiants luxembourgeois qui étudieront en dehors des frontières du Grand Duché, pénalisant ainsi les étudiants étrangers venant des régions frontalières du Luxembourg.

Enfin, le nouveau modèle de bourse ne prend absolument pas en compte le nombre d'enfants à charge dans chaque famille.

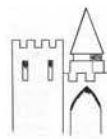
Ce projet mortifère rompt ainsi avec l'universalisme et la priorisation de l'autonomie, deux principes qui présidaient jusque-là dans l'organisation du système de bourse luxembourgeois. Face à ces attaques contre leurs aides sociales, les étudiants luxembourgeois se sont massivement mobilisés, faisant signer plus de 5500 pétitions pour réclamer un système plus juste, comprenant une bourse fixe d'un montant de 4000 euros minimum pour garantir l'autonomie de tous.

L'Union des Étudiants Communistes s'associe au mouvement des étudiants luxembourgeois et apporte tout son soutien à leur mobilisation actuelle contre un gouvernement qui sacrifie sur l'autel de la rigueur budgétaire les conditions de vie des étudiants ! Nous réaffirmons notre opposition à toutes formes de sélection sociale, même déguisée, et nous nous battons, en France et en Europe pour garantir l'accès de tous à l'enseignement supérieur et à la recherche !

Contre l'Europe du grand capital, du Medef, des multination Construisons l'alternative ici et maintenant !



UN PEU D'ANALYSE MARXISTE



*D'une Bastille à l'autre
1789 – 2005*

B
C
E

En 1789, la bourgeoisie possède les manufactures et les banques. Elle a besoin du pouvoir politique pour supprimer les barrières douanières (péages) entre les provinces. Pour faire circuler librement ses marchandises. Elle veut également supprimer le système des corporations qui empêche les ouvriers de changer de métier ; un maçon ne peut pas devenir serrurier ; un charpentier devenir boulanger, etc...

La libre circulation des marchandises, de l'argent et des personnes. C'est pareil avec l'Europe aujourd'hui. Sous l'effet du développement des forces productives, les capitalistes ont besoin de territoires de plus en plus vastes pour écouler leur production, se faire concurrence pour s'approprier les marchés : c'est la guerre économique, avec les dégâts qui en résultent : destruction des emplois, chômage. Les salariés sont les victimes.

Comme à la guerre militaire : « on croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels » (Anatole France)

LA B.C.E. : BANQUE CENTRALE EUROPENNE

SCANDALE! Les dirigeants de la BCE sont nommés par les gouvernements qui... s'interdisent de poser des questions aux gens qu'ils ont nommés !!!

Imaginez : vous élisez un syndic ; il double ou triple vos charges d'immeuble, et vous n'avez pas le droit de lui demander pourquoi !

« L'indépendance » de la BCE à l'égard des gouvernements et des peuples consiste à gérer l'Europe dans l'intérêt du grand capital, des marchés financiers.

Le traité dit « Ni la BCE, ni une banque centrale nationale... ne peuvent solliciter ni accepter des instructions (de la part) des gouvernements des Etats membres ou de tout autre organisme... Les gouvernements s'engagent à respecter ce principe et à ne pas chercher à influencer les membres des organes de décision de la BCE. »

Le Traité Transatlantique, un 3^{ème} Maastricht

Maastricht depuis 1992, la Constitution Giscard **rejetée** par les Français mais « remasterisée » Sarkozy, adoptée sans référendum depuis 2008, c'est :

- la disparition des paysans,
- la casse des usines, VILVORDE, MOULINEX, METALEUROP, DANONE, AIR-LIB (baron Seillière), ARCELOR-MITTAL, le textile, etc...
- des millions d'enfants pauvres en France
- 8 millions de précaires (CDD, Intérim, Temps partiel non choisi), 3 à 4 millions de chômeurs,
- Des privatisations à la pelle...

Ils veulent maintenant supprimer les normes écologiques ou sociales qui « entravent » leur liberté du commerce.

NON A LA TROISIEME COUCHE !!

LA SOLUTION :

Défendre et étendre les SERVICES PUBLICS

Notamment à toutes les activités indispensables à la vie : EAU, ENERGIE, LOGEMENT, SANTE, alimentation et Distribution, Communication, transport, protection de l'environnement, etc... Des Services Publics Socialisés, c'est-à-dire gérés par le personnel et les usagers.

Ils permettront de développer l'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE :

- SOCIALE : créer de l'emploi, un emploi pour toutes et tous, avec des **coopératives municipales** produisant de la valeur ajoutée, financées par les sommes considérables attribuées au traitement des dépenses pour l'emploi (DPE) s'élevaient en 2009 à 87 milliards d'euros (source DARES). Celles-ci pourraient représenter en 2014, si l'on ajoute les dépenses connexes, 120 à 130 milliards d'euros, soit 6 à 6,5% du PIB, soit plus de 70% des 170 milliards d'euros que la France va devoir emprunter en 2013 sur les marchés financiers. Quand la France empruntait à sa banque centrale, les charges d'intérêt étaient de 0. **Désobéir aux traités européens rapporterait immédiatement 50 milliards d'euros !**

Les « AIDES » aux entreprises : 200 milliards, dont 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales. Hollande vient d'en rajouter une couche avec « la compétitivité » soit 35 milliards.

Agir du local à l'Europe

Une **mairie** peut financer les créations d'emplois, avec le budget national, des impôts versés par la population, sous forme de TVA (impôt indirect), ou impôt sur le revenu, ou la CSG, ou autres taxes souvent indues. La population peut exiger de récupérer son argent !

UN LOGEMENT pour tout le monde, en construisant elle-même, la municipalité devient entreprise de construction et renvoie à leurs profits et leurs dégâts les promoteurs, ces prédateurs.

SOLIDAIRE : Créer de la santé, honorer Ambroise CROIZAT, défendre et développer ses conquises,

En Europe, nos élus, notamment les communistes Jacky HENIN pour le Nord-Ouest et Patrick LE HYARIC pour l'Île de France, et Marie-Christine VERGIAT pour notre zone, luttent pied à pied contre les directives antisociales et liberticides et pour ouvrir des alternatives.

Pour les soutenir en ouvrant des alternatives locales, nous vous invitons à une réunion publique:

LUNDI 5 MAI 2014 19H à 22H

Salle de la Résistance Annecy

(rue de la Providence, en face de l'ancien hôpital).

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Collectif Economie Culture

8, rue A. Berthod 74960 MEYTHET

QUI GOUVERNE EN EUROPE ? LE TANDEM :

LA COMMISSION

Composée de 25 membres. Elle seule a le pouvoir de présenter les lois et directives. Elle reçoit ses ordres de la TABLE RONDE des PDG des multinationales et des groupes de pressions présents à Bruxelles. On parle de 4000 officines à Bruxelles représentant les entreprises de la planète.



LA TABLE RONDE DES 45

PDG les plus puissants d'Europe. Ils se réunissent en même temps et dans les mêmes lieux que les chefs de gouvernements. Ce sont ces PDG qui ont suggéré le traité de MAASTRICHT. Au travers de leur rapport « Remodeler l'Europe ». Quand la Table Ronde siffle, le Conseil européen danse.

Contributions de la France au budget européen : 18 mds €, retour 9 mds, et usage contrôlé par Bruxelles !!!
LE CONSEIL DES MINISTRES ET LE PARLEMENT SONT DES POTICHES SANS POUVOIR REEL....

TANT QUE L'ON NE S'EN MELE PAS !!!

Tant que l'on laisse faire :

Les PDG pourront proposer des reclassements :

- En ROUMANIE, comme dans une entreprise d'Alsace, Sem Suhner, à 110 euros brut par mois !
- Au Mexique ou en Chine à 2 euros de l'heure, (entreprise Amphenol-Socapex de Dole-Jura)

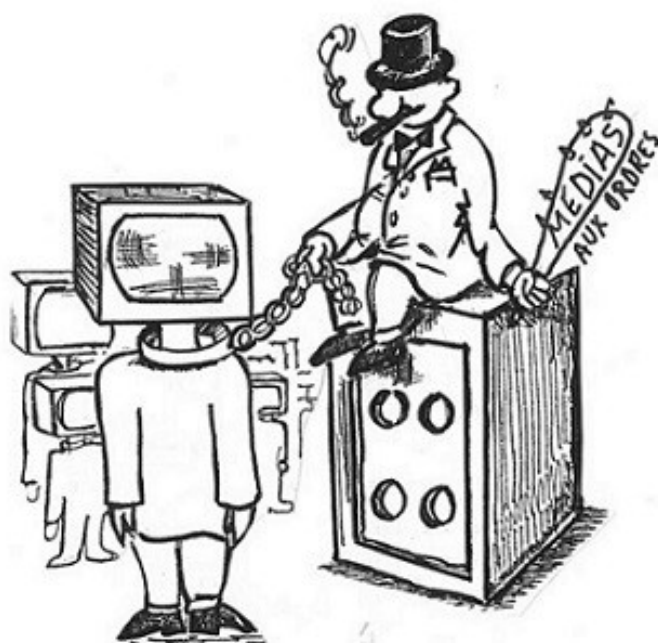
Aucune pudeur, ils sont prêts à tout.

Et DANTRESSANGLE, le transporteur de la Région Rhône-Alpes, embauche des chauffeurs polonais, payés trois fois moins cher que les salariés français !

L'OPT-OUT : cher au gouvernement britannique, c'est un arrangement individuel entre le patron et l'employé pour allonger la durée hebdomadaire du travail. Consacre des relations individuelles de travail et détruit les garanties collectives. Dans leur grande bonté, les auteurs du projet proposent une durée maximale hebdomadaire de 65 H. Au lieu de 48 H actuellement.

L'ESPAGNE, LA GRECE :

- ◆ Le chômage dépasse largement les 20%.
- ◆ Les importations de fruits et légumes ruinent nos paysans.



DECHAI NONS-NOUS !

UNE AUTRE INFORMATION

Quasiment interdit d'antenne, le PCF a développé une information anticapitaliste :

l'Humanité

LE JOURNAL FONDE PAR JEAN JAURES

ECONOMIE & POLITIQUE

A découvrir ou redécouvrir

LEUR EUROPE APPORTE LA PAIX ?

En reconnaissant et armant Slovaquie et Croatie, l'Allemagne a permis le déclenchement de la guerre en ex-Yougoslavie !

Au KOSOVO : l'affrontement entre communautés a suivi le retrait des 2000 observateurs de l'OSCE (sécurité européenne). Il suffisait d'en augmenter le nombre...

En LIBYE, en SYRIE, en UKRAINE, l'Europe et l'OTAN apportent la guerre et les nazis.



Patron à moi, gros malin. Pose succursale en Lettonie. ZERO pour cent Impôt société. Et moi, payé trois fois moins cher

- Vive SARKOZY !
et la Constitution !



AIRBUS
ARIANE
Le CERN

On n'a pas eu besoin de constitution. Ce sont des COOPERATIONS.

On peut, on doit faire autrement.
Parlons-en. Agissons ensemble

Programme électoral du Parti Communiste Luxembourgeois (PCL/KPL) pour l'élection du Parlement européen du 25 mai

2014

Pour une Europe de paix, de solidarité et de justice sociale

Adopté le 22 février 2014 par la Conférence nationale du KPL

Le 25 mai aura lieu, dans les pays de l'UE, l'élection du Parlement européen. Cette «représentation populaire» est censée représenter les intérêts des peuples des pays membres de l'Union européenne et déterminer la direction de sa politique. En réalité, la politique de l'UE est fixée par les directoires des banques et des consortiums et formulée au cours de tractations entre les gouvernements des pays les plus puissants de l'UE dans des lois et directives auxquelles le Parlement européen n'a qu'à donner son approbation. Les représentants des intérêts des banques et des consortiums agissant comme lobbyistes dans son environnement ont beaucoup plus de pouvoir et d'influence que les députés élus.

Contrairement aux affirmations de ses politiciens et partisans, l'Union européenne ne constitue ni un projet pour les travailleurs, ni une union pour la paix ou un havre de démocratie, de liberté et de progrès.

L'UE est depuis la fondation, en 1951, de son prédécesseur, la CECA, une structure servant exclusivement les intérêts des grandes banques et des consortiums ; elle est en contradiction avec les intérêts vitaux des travailleurs. Cette union visait, dès le début, uniquement à assurer aux propriétaires des banques et des consortiums les meilleures conditions pour s'assurer des profits toujours plus grands. Toutes les décisions prises par l'UE et ses précurseurs (CECA, EURATOM, CEE), y inclus la suppression des barrières douanières dans l'espace Schengen et l'introduction de l'Euro, ont toujours été subordonnées à ce but.

L'UE n'est pas l'Europe

L'Union européenne prétend parler et agir au nom de l'Europe. Ce faisant, elle affecte volontairement d'ignorer qu'une série d'États du continent européen n'appartiennent pas à l'UE, soit parce que ses dirigeants ne les estiment pas «dignes» d'en faire partie, comme par exemple la Turquie, ou bien parce que cette appartenance leur est déniée, comme à la Russie ou à la Biélorussie. Par contre l'UE pousse l'Ukraine à nouer des liens plus étroits avec elle, en exploitant les états d'âme anti-russes d'une partie de la population, afin de pousser sa zone d'influence jusqu'aux frontières de la Fédération de Russie, limitant ainsi l'influence de la Russie au territoire de l'ancienne URSS.

Cette prétention de représentativité politique de l'UE s'exprime surtout à travers l'usage courant, consistant à remplacer la dénomination «UE» ou «Union européenne» par «Europe». Dans le média on dénomme avec une belle suffisance les «élections du Parlement européen», «élections européennes», et ce quoique les citoyens de nombreux États européens n'ont ni droit de vote, ni rien à voir avec ce parlement.

Aussi bien dans le fonctionnement que dans les procédures décisionnaires de l'UE, les principes démocratiques continuent de faire défaut. Les décisions du sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'UE, gravées dans le soi-disant traité de Lisbonne, ont étayé le développement de l'UE en tant que bloc économique, politique et militaire qui s'oppose aux intérêts des peuples, et particulièrement des travailleurs, en activant surtout la libéralisation des marchés, une concurrence accrue, le démontage et la privatisation des services publics dans l'intérêt de conglomerats privés, ainsi que la militarisation de l'Union.

Les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'UE réunis derrière des portes fermées se montrent incapables de prendre des mesures efficaces mettant fin à la crise capitaliste. Ils apparaissent désespérés face à la désindustrialisation croissante de régions entières et à la destruction massive et continue de places de travail. Les plans de réduction des déficits d'État, de limitation des spéculations sur les marchés financiers, ou de réduction du chômage, annoncés à grands frais de manière grandiloquente, se sont révélés absolument inefficaces.

Préparation de nouvelles guerres

La militarisation renforcée de l'UE et l'accroissement des interventions de troupes des pays de l'UE hors de son territoire montrent que le danger augmente de voir ses dirigeants chercher une nouvelle fois, 100 ans après le début de la première guerre mondiale, une échappatoire dans la guerre. Au lieu d'investir de l'argent pour résoudre les problèmes sociaux croissants dans l'UE, on gaspille toujours davantage pour l'intervention de troupes, les programmes d'armement et l'achat des dernières machines de guerre comme les avions de transport militaires ou les drones. Le Luxembourg participe à l'achat d'avions de transport militaires type A400M, dont le prix s'est accru entre-temps à 200 millions d'euros la pièce, et devra en outre supporter des millions d'euros de coûts supplémentaires pour l'entretien de la flotte d'A400M. Et, cerise sur le gâteau, Le Luxembourg participera également, ainsi que le veut la coalition gouvernementale actuelle, à d'autres projets d'armement comme l'achat de drones. Ces programmes pèseront plus encore sur le contribuable luxembourgeois que l'achat du transporteur militaire.

Les prétendues missions de l'UE en Méditerranée, dans la Corne d'Afrique et dans différents autres pays d'Afrique n'ont guère contribué à y amener la paix, mais bien favorisé ou provoqué des conflits supplémentaires.

L'allégation, diffusée à l'occasion de l'obtention du prix Nobel de la paix, comme quoi l'UE aurait contribué depuis la fin de la 2ème guerre mondiale à la sauvegarde de la paix en Europe, est un mensonge. Les troupes de l'UE ont en réalité été engagées depuis les années quatre-vingt-dix dans des guerres et conflits militaires notamment en Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Congo, en Côte d'Ivoire, au Mali, en Centrafrique, en Somalie et au Soudan. L'attaque de la France et du Royaume-Uni, pays membres de l'UE qui leur accorda sa bénédiction, sur la Libye, a servi à porter au pouvoir des forces islamistes radicales. Suite à ce renversement de régime, les islamistes radicaux purent augmenter leur influence sur nombre de pays voisins, attisant les conflits larvés comme en Syrie, au Mali et dans d'autres pays de la région.

Le but de ces opérations militaires est clairement défini : il s'agit de s'assurer des marchés, des ressources naturelles et des voies de transport des marchandises et des richesses minières. En profitent les banquiers et les conglomerats, mais c'est les travailleurs qui en payent le prix. Elles sont, en particulier pour les fabricants d'armes sis en UE, une abondante source de profits exceptionnels.

Des milliards pour les banques

L'UE a montré, au plus tard depuis le début de la crise capitaliste en 2008, son véritable visage. Des centaines de milliards d'euros d'argent public furent dépensés pour le «sauvetage» des banques, en fait dans l'unique but de garantir les bénéfices de leurs propriétaires, les dividendes des actionnaires et les profits spéculatifs des boursicoteurs. Au cours de ce «sauvetage» bancaire, les États de l'UE se sont encore plus fortement endettés qu'ils ne l'étaient déjà auparavant.

Afin de réunir ces énormes montants, on extirpe toujours plus d'argent des poches du travailleur. Cela se fait par l'accroissement des taxes et impôts, la réduction des dépenses des États membres pour la santé, l'éducation et presque toutes les dépenses sociales, la privatisation des entreprises d'État, la flexibilisation des conditions de travail, les dérèglement des horaires de travail, l'allongement de la durée de vie au travail avec de soi-disant réformes des retraites, ainsi que l'exigence de mobilité des travailleurs suivant le bon vouloir et les intérêts des entreprises.

Surtout les pays de la zone Euro voient de plus en plus limiter leur souveraineté nationale. Les parlements nationaux ne peuvent plus décider librement des dépenses de l'État, car les budgets nationaux, soumis à des prescriptions précises imposées par la direction de l'Eurogroupe, doivent être présentés à Bruxelles pour approbation.

Les gouvernements nationaux pratiquent en concertation avec les dirigeants de l'UE un démontage social massif. Pendant que la «Troïka», organe de contrôle de la Commission de l'UE, de la Banque centrale européenne et du F.M.I., impose aux soi-disant «pays en crise» Portugal, Italie, Grèce, Espagne, toujours plus de nouvelles mesures de démontage social, la direction de l'UE s'efforce de rabaisser autant que possible les standards sociaux dans tous les pays de l'UE. La vraie mesure de cette harmonisation vers le bas est la situation des «pays en crise».

Afin de pouvoir réaliser cette politique autant que possible sans encombre, l'on démonte pas à pas dans les pays membres de l'UE les droits sociaux que le mouvement ouvrier a obtenu à la suite de dizaines d'années de combats lourds de sacrifices. Les règles du droit du travail encore en vigueur, qui empêchent l'exploitation capitaliste débridée, sont supprimées peu à peu. Le nouveau gouvernement DP-LSAP-Déi Gréng s'empresse à continuer dans cette direction.

L'Euro a exacerbé les problèmes

La création de l'union monétaire européenne et l'introduction de l'Euro, qui en résulte en tant que devise unique en 2001, a été critiquée et refusée par les communistes dès le début, car aucun effort n'avait été mis en œuvre à l'époque en vue d'une harmonisation des fiscalités, du niveau des prix et du revenu des travailleurs. 13 années plus tard, différents standards d'imposition et de taxation, de grandes différences de prix des biens et des services, ainsi que de grandes disparités salariales persistent dans tous les pays de la zone Euro. En même temps, donc depuis l'introduction de l'Euro, les prix des biens de consommation courante et des services, pour les terrains ainsi que pour le loyer ont sensiblement augmenté et, proportionnellement, les revenus des propriétaires de banques et entreprises également.

En conséquence de cette politique de l'UE, des entreprises et des secteurs industriels entiers furent mis à l'arrêt dans tous ses pays membres, tout comme la production et les surfaces agricoles furent réduites. Dans beaucoup de pays de l'UE la désindustrialisation et la désertification agricole avancent à grands pas. Ces pays sont obligés d'importer toujours plus de produits industriels et agricoles et de financer ces importations par des crédits. De plus, le transport, surtout routier, de ces marchandises sur des grandes distances nuit à la nature et à l'environnement.

L'exploitation des pays du tiers monde se poursuit sans relâche. Pendant que les pays dominants de l'UE se procurent, toujours plus à l'aide de moyens militaires, l'accès aux ressources naturelles de ces pays (l'on y exporte du même coup des marchandises), ce qui empêche leur développement économique autonome et paupérise progressivement la population des pays concernés. À l'exode d'émigrants des pays africains, asiatiques et latino-américains espérant, pour eux-mêmes et leurs enfants, un avenir meilleur qui en résulte, l'UE ne sait répondre que par un verrouillage accru de tout son territoire par des moyens militaires et des structures comme «Frontex».

Dans l'ensemble du domaine de l'UE, où l'on se voit comme pionnier de la démocratie et de la liberté, les droits démocratiques et citoyens sont de plus en plus limités. C'est particulièrement visible dans le droit au travail. Dans toute l'UE, plus de 26 millions de personnes n'ont pas de travail – ce chiffre ayant augmenté de plus de 10 millions depuis le début de la crise actuelle. En Grèce et en Espagne, plus de la moitié de la jeunesse est sans travail et privée ainsi de son droit à une existence et à un avenir autonomes.

Afin de réprimer la résistance contre ce démontage social permanent, l'on manipule ou suspend les droits démocratiques. Les dirigeants réagissent de plus en plus souvent par la force policière brutale à de paisibles manifestations.

Les négociations entre l'UE et les USA pour un accord de libre échange (Transatlantic Trade and Investment Partnership, TTIP), visent surtout à libérer de tout obstacle le flux de capitaux entre les USA et le territoire de l'UE. Les dirigeants européens veulent profiter en même temps d'un tel accord pour poursuivre leur dérégulation des conditions de travail et l'affaiblissement des syndicats en rendant des textes du droit du travail états-unien applicables dans l'UE. L'exemple de l'accord de libre échange de 1994 entre les USA, le Canada et le Mexique (NAFTA) démontre que des centaines de milliers d'emplois ont été perdus depuis. Le danger existe en outre que dans le cadre du TTIP des produits états-unien à bas standard de sécurité et des produits génétiquement modifiés puissent être exportés librement dans les pays de l'UE.

Le KPL est persuadé que l'UE n'est pas réformable

Quoiqu'il faille obtenir au moins 16% de votes pour pouvoir envoyer un député luxembourgeois au Parlement européen, le Parti Communiste Luxembourgeois a décidé de participer à ces élections afin d'y obtenir le plus grand nombre possible de suffrages.

Le KPL profitera de la campagne électorale pour expliquer sa conception du caractère de l'Union européenne, ainsi que son évolution politique et économique. Contrairement à tous les autres partis du Luxembourg, le KPL est persuadé qu'il n'est pas possible de faire de l'UE, par de petites ou de plus grandes réformes, une organisation au service des intérêts des travailleurs. La politique du démontage social, de l'exploitation exacerbée, des privatisations et de la militarisation ne peut être stoppée que par des modifications fondamentales des rapports.

Le KPL s'engage afin que la propriété des grandes banques et des usines industrielles d'entrepreneurs privés qui travaillent uniquement pour l'accroissement de leur bénéfice, cette propriété donc, soit transférée au peuple entier, afin que les salarié(e)s puissent décider de la production, des investissements et des bénéfices. Ce n'est qu'après une modification fondamentale des rapports qu'il sera possible de créer sur le continent européen une structure à laquelle pourront appartenir tous ses États et dont les institutions agissent et décident dans l'intérêt des travailleurs.

Le KPL exige

- l'annulation du traité de Lisbonne ;
- le retrait de toutes les décisions portant sur le renforcement de l'UE comme puissance militaire, désarmer au lieu d'augmenter l'armement ;
- l'arrêt de toute décision de l'UE visant au démontage social et pouvant accroître le chômage de masse ;
- la dissolution de l'Union monétaire européenne et suppression de l'Euro en tant que monnaie unique ;
- le retrait de toutes les décisions de politique extérieure de l'UE qui contribuent à attiser ou accroître les tensions dans d'autres régions du globe et particulièrement au Proche et au Moyen-Orient ;
- l'abolition du concept de «forteresse Europe», instauration de règles communes à l'immigration et augmentation significative du budget alloué aux pays maintenus à ce jour en état de sous-développement ; uniquement la perspective d'une vie meilleure des gens dans leur pays natal fera baisser l'émigration ;
- l'arrêt immédiat des négociations sur un accord de libre échange entre l'UE et les USA.

Avec les autres partis communistes d'Europe, le KPL s'engage pour que l'UE dans sa forme actuelle soit dissoute, et que soit créée une nouvelle structure de collaboration régionale pour tous les peuples du continent européen dans l'intérêt des travailleurs.

Non à l'UE du démontage social et du capital financier

Pour une Europe de paix, de solidarité et de justice sociale

Le salaire minimum au Venezuela dépasse celui de l'Espagne

Samedi 3 Mai 2014

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Le-salaire-minimum-au-Venezuela-depasse-celui-de-l-Espagne_a7855.html

Le salaire minimum au Venezuela a de nouveau augmenté de plus de 30% pour atteindre un total de 5.602 bolivars par mois, l'équivalent en euros est de 641.09€ par mois - article et traduction Nico Maury

Le salaire minimum en Espagne pour 2014 est de 654 € par mois. Et cela ne tient pas compte de la valeur du pouvoir d'achat, c'est à dire que les 5600 bolivars au Venezuela que \$ 890 aux États-Unis, 654 € en Espagne n'ont pas la même valeur, en effet l'éducation ou la santé sont totalement gratuits au Venezuela.

En tout cas une chose est déjà certaine, le salaire minimum au Venezuela est plus élevé qu'en Espagne. Non seulement le salaire minimum, mais aussi parce que les pensions retraitées au Venezuela, à la différence de l'Espagne, sont liés au salaire minimum.

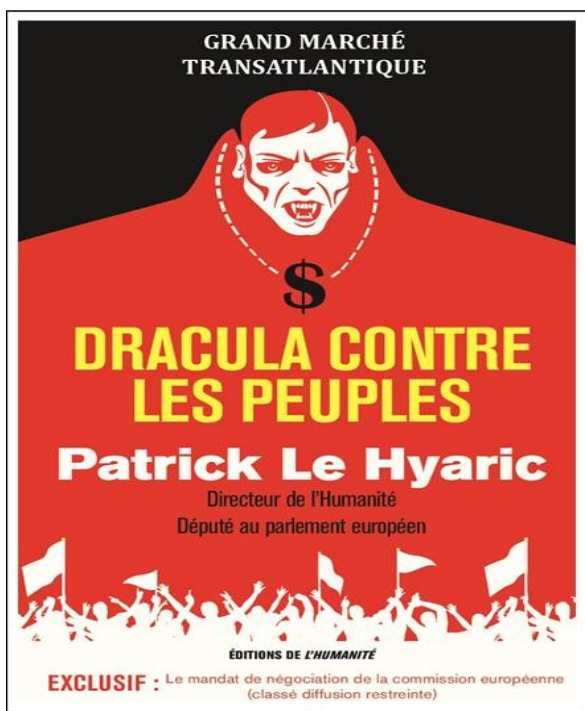
Le gouvernement SOCIALISTE révolutionnaire du Venezuela, par la voix de son Président, Nicolas Maduro, avait décidé d'augmenter le salaire minimum et les pensions de 30%. "J'ai décidé de relever le salaire minimum et les pensions de 30%". "Le salaire minimum va passer maintenant de 3270 bolivars (375,89 euros) à 4251 bolivars (488,65 euros)". Avec les bons alimentaires et les divers tickets offerts par le gouvernement, le salaire minimum monte désormais à 5602 bolívars (643,95 euros).

Socialisme vs Troïka

D'autre part, le taux de chômage au Venezuela était de 14,6% en 1999, mais il a diminué à 7,6% en mars 2007. Il est tombé à 6,6% dans le pays socialiste. En Espagne, le modèle néolibéral imposé par le PSOE et le PP est responsable de la crise du pays et de la hausse de la pauvreté. Le taux de chômage est passé de 7,95% en 2008 à 25,3% aujourd'hui (mai 2014).

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



Arrêtez la guerre en Ukraine ! (KPRF)

Samedi 3 Mai 2014

La clique néonazie qui a pris le pouvoir à Kiev lors du coup, a décidé de noyer le soulèvement populaire dans la région de Donetsk dans une mer de sang. Tôt ce matin du mois de mai la junta a commencé à massacrer la ville Slaviansk. Il y a des victimes parmi la population civile - traduction Nico Maury

Slaviansk est devenu un symbole de la résistance contre les descendant de Hitler et de Bandera. La population de la ville appuie fermement les appels à la fédéralisation de l'Ukraine, ils veulent vivre en paix et en harmonie avec la Russie. Il ne fait aucun doute que le massacre de la ville avec un nom hautement symbolique Slaviansk a été entièrement encouragé par les États-Unis et ses alliés de l'OTAN.

Selon plusieurs estimations, les forces spéciales américaines, sous le couvert de sociétés militaires privées sont directement impliqués dans les événements en Ukraine. En Yougoslavie, en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et en Ukraine maintenant, c'est le chemin sanglant de l'impérialisme américain.

Le Parti Communiste condamne fermement le massacre odieux du régime des nazis-oligarchiques de Kiev et des marionnettistes de l'OTAN dans la région de Donetsk. Nous exprimons notre solidarité avec le sud-est qui lutte pour leurs droits légitimes.

La guerre est déclenchée à proximité des frontières de la Russie, avec la participation de forces extérieures. Les victimes sont nos frères et nos sœurs. Tout cela constitue une menace pour la sécurité de la Russie. À cet égard, le Parti communiste exige qu'une action immédiate et efficace pour sauver les civils d'Ukraine, pour protéger les intérêts nationaux de notre pays soit déclenché par le gouvernement.

Guennadi Ziouganov

Président du Comité central du Parti Communiste

A voir sur l'internet

Vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité...

<http://fb.me/ZAjbTKw2>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.



Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>